

# La guerre contre le narcotrafic de Felipe Calderón: de la crise sécuritaire à la tragédie humanitaire

Felipe Calderon's war on drugs: from the  
security crisis to the humanitarian tragedy

La guerra contra el narcotráfico  
de Felipe Calderón: de la crisis de seguridad  
a la tragedia humanitaria

## Cómo citar este artículo en APA:

Pontvianne, J. (2021).  
La guerre contre le  
narcotrafic de Felipe  
Calderón : de la crise  
sécuritaire à la tragédie  
humanitaire. *Analecta  
Política* 11(20), 6-25.  
doi: [http://dx.doi.  
org/10.18566/apolit.  
v11n20.a01](http://dx.doi.org/10.18566/apolit.v11n20.a01)

## Fecha de recepción:

26.10.2020

## Fecha de aceptación:

10.02.2021

**JULIE PONTVIANNE** 

Magister en Estudios Internacionales  
con especialidad en América Latina por la Universidad París 3  
Doctoranda en Civilización latinoamericana  
contemporánea en la Universidad París 8  
Universidad Jean Moulin Lyon 3 (Lyon, Francia).  
[juliepontvianne7@gmail.com](mailto:juliepontvianne7@gmail.com)





## Résumé

Felipe Calderón est le deuxième président de l'alternance politique mexicaine, mais, contrairement à son prédécesseur, il est arrivé au pouvoir en 2006 à la suite d'une élection très controversée. Pendant sa campagne électorale, il ne s'était pas présenté comme le président qui allait déclarer la guerre contre le narcotrafic. Cependant, il la déclara quelques jours après avoir pris ses fonctions et cette guerre constitue probablement son principal héritage politique.

L'objectif de cet article est précisément d'analyser comment un président qui a fait de la guerre contre narcotrafic la priorité de son sexennat a pu, de manière paradoxale, contribuer au développement d'une profonde crise sécuritaire qui est rapidement devenue une véritable crise humanitaire. Dans une première partie, nous nous intéresserons à la déclaration de guerre contre le narcotrafic en nous demandant si celle-ci a pu constituer une tentative de légitimation de la part de Felipe Calderón dans le cadre de l'élection la plus controversée de l'histoire contemporaine du Mexique. Dans une seconde partie, nous analyserons le pilier de la politique de sécurité du président que nous qualifions d'improvisée: la militarisation. Dans une troisième partie, nous expliquerons pourquoi la crise sécuritaire a engendré une crise humanitaire en abordant ses principaux aspects.

**Mots-clés:** Mexique, Politique de sécurité, Felipe Calderón, Narcotrafic, Guerre.

## Resumen

Felipe Calderón Hinojosa es el segundo presidente de la alternancia política mexicana, pero, contrariamente a su antecesor Vicente Fox, llegó al poder en 2006 con un muy escaso margen. Durante su campaña presidencial no se había presentado como el candidato de la guerra al narcotráfico. Sin embargo, la declaró pocos días después de entrar en función y esa guerra es probablemente su principal legado político.

La meta de este artículo es precisamente analizar cómo un presidente que hizo de la guerra al narcotráfico la prioridad de su sexenio (2006-2012) pudo contribuir, de manera paradójica, al desarrollo de una profunda crisis de seguridad, que se convirtió rápidamente en una verdadera crisis humanitaria. En una primera parte, estudiaremos la declaración de guerra al narcotráfico por parte de Felipe Calderón preguntándonos si fue un medio para legitimar su llegada al poder en el marco de las elecciones más controvertidas de la historia contemporánea de México. En una segunda parte, analizaremos el pilar de la política de seguridad de Felipe Calderón Hinojosa que calificamos de "improvisada", i.e. la militarización. En una tercera y última parte,



trataremos de explicar por qué la crisis de seguridad se convirtió en una verdadera tragedia humanitaria en México y de descifrar cuáles fueron sus principales rasgos.

**Palabras clave:** México, Políticas de Seguridad, Felipe Calderón, Narcotráfico, Guerra

## Abstract

Felipe Calderón Hinojosa is the second president of the Mexican political alternation, but, in contrast with his predecessor, Vicente Fox, he came into power in 2006 with a very small margin. During his presidential campaign, he did not present himself as the candidate of the war on drug trafficking. Nevertheless, he declared it a few days after his inauguration as president, which is presumably his main political legacy.

The goal of this article is precisely to analyze how a president, who made the war on drug trafficking the priority of his six-year term (2006-2012), was able to paradoxically contribute to the development of a deep security crisis that quickly became a true humanitarian crisis.

In the first part of this paper, we will study the declaration of the war on drugs by Felipe Calderón by asking us if it was a means to legitimize his coming to power in the context of the most controversial election in contemporary Mexican history. In the second part, we will analyze the pillar of Felipe Calderón Hinojosa's security policy that we describe as "improvised": i.e. militarization. In a third and last part, we will try to explain why the security crisis became a true humanitarian tragedy in Mexico and to decipher what its main features are.

**Keywords:** Mexico, National Security, Felipe Calderón, Narcotráfico, War.

Dès son arrivée contestée au pouvoir en décembre 2006, Felipe Calderón, le deuxième président de l'alternance politique mexicaine appartenant au Parti d'Action Nationale (PAN), déclara une guerre contre le narcotrafic qui a été principalement menée par les militaires alors qu'elle ne figurait pas dans ses promesses de campagne. Cette guerre est rapidement devenue l'axe central de sa politique de sécurité nationale et la priorité absolue de son mandat. La politique de sécurité nationale s'entend comme la politique publique de sécurité qui a été mise en place par l'État pour rétablir la sécurité des citoyens. La définition retenue nous est offerte par le Centre de Genève pour le contrôle démocratique des forces armées : "une politique de sécurité nationale est un cadre de travail, souvent présenté sous forme de document intégré, qui établit la manière par laquelle un pays prodigue et assure la sécurité à l'État d'une manière générale et à ses citoyens" (Geneva Centre for the Democratic Control of Armed Forces). Par ailleurs, la sécurité nationale se distingue de la sécurité publique. L'objectif de la première est de maintenir l'unité de l'État et défendre la souveraineté nationale et le territoire, alors que la seconde s'attache à garantir l'ordre public et la cohabitation pacifique des citoyens (Salazar, 2002, p.62). L'élection de 2006 au Mexique, première élection présidentielle organisée dans le cadre démocratique après l'alternance politique de l'an 2000 (le Parti Révolutionnaire Institutionnel était resté au pouvoir plus de 70 ans dans le cadre de la "dictature parfaite"), devait permettre la consolidation de la transition démocratique mexicaine. Cependant, la crise sécuritaire freina cet élan et les espoirs que ce début de transition démocratique avait pu susciter. En effet, l'euphorie fut de courte durée puisque, seulement dix jours après son investiture, le deuxième président "*panista*" de l'alternance déclara la guerre contre le narcotrafic et ancrâ le pays dans une spirale de violence et d'insécurité d'une intensité inconnue auparavant. L'État de droit mexicain, encore fragile et en construction, s'en trouva considérablement affaibli. D'ailleurs, c'est en partie en analysant le "bilan très négatif" de la deuxième présidence de l'alternance politique mexicaine qu'Ilan Bizberg, professeur de Science Politique au Colegio de México, qualifia la transition mexicaine de "ratée" dans les domaines de la sécurité, de l'économie et de la démocratie (2012, p. 21-34). En 2009, un rapport du Pentagone états-unien suggérait que le Mexique pouvait devenir un État failli face à l'ampleur du crime organisé ayant entraîné une vertigineuse dégradation de la sécurité. Un an plus tard, Edgardo Buscaglia, expert du combat contre le crime organisé, dressait le même constat en alertant du risque qu'encourait le Mexique de devenir un État failli si un changement drastique de la politique de sécurité n'était pas opéré (2010, p. 1). Ainsi, le but de cet article sera d'analyser comment un président qui a fait du rétablissement de la sécurité la priorité de son mandat a pu contribuer au développement de la plus grande crise sécuritaire, puis humanitaire qu'ait connue le Mexique.

Dans une première partie, nous nous intéresserons à la déclaration de la guerre contre le trafic de drogue en nous demandant si celle-ci a pu constituer une tentative de légitimation de la part de Felipe Calderón lors de l'élection présidentielle de 2006. Dans une seconde partie, nous analyserons le pilier de la politique de sécurité du président que nous pouvons qualifier d'improvisée: la militarisation. Enfin, dans une troisième partie, nous traiterons de la "tragédie humanitaire" (Aguayo, 2014, p. 90) engendrée par la déclaration de la guerre contre le narcotrafic.

## **I La déclaration d'une guerre contre le narcotrafic: une tentative de légitimation?**

### **1. L'élection controversée de Felipe Calderón en juillet 2006 et le conflit post-électoral**

Le contexte de l'arrivée au pouvoir de Felipe Calderón est fondamental pour comprendre pourquoi la déclaration de guerre contre le crime organisé a pu sembler prématurée. À peine élu, le deuxième président de l'alternance a été contraint de faire face à une forte crise politique de légitimité qui a durablement et profondément divisé le pays. Revenons succinctement sur la chronologie des événements. Lors des élections du 2 juillet 2006, Felipe Calderón, candidat du Parti d'Action Nationale, est arrivé en tête avec 35,89 % des voix face au candidat Andrés Manuel López Obrador (AMLO) de la coalition de gauche/PRD (Parti de la Révolution Démocratique, considéré de centre gauche), qui a obtenu 35,31% des voix. Cette différence minime de 0,58 points entre les deux candidats en lice ont fait de cette élection la plus controversée de l'histoire récente du Mexique. Le soupçon de fraude était si fort qu'AMLO s'en empara pour demander l'annulation de l'élection et ne pas reconnaître la victoire de son adversaire. Il exigea le recompte des votes, bulletin par bulletin et bureau par bureau. Quatre jours après l'élection, le 6 juillet 2006, l'Institut Fédéral Électoral valida officiellement la victoire de Felipe Calderón, ce qui n'empêcha pas AMLO (qui se présentait comme le président légitime) de déposer une plainte auprès du Tribunal Électoral du Pouvoir Judiciaire de la Fédération et de mettre en œuvre une véritable stratégie de mobilisation populaire pour décrédibiliser et déstabiliser le président qu'il qualifiait d' "imposteur" et d' "usurpateur". Les manifestations se succédèrent et paralysèrent le centre de Mexico jusqu'à ce que le tribunal finisse par confirmer la victoire de Felipe Calderón en septembre 2006 (tout en reconnaissant l'existence de multiples irrégularités lors du scrutin), soit

plus de trois mois après l'élection ! Dans ce contexte inédit, Felipe Calderón est bel et bien "un président mal élu" (Rouquié, 2013, p. 99). Dès le début de son mandat, il dut faire face à une crise de légitimité et de gouvernabilité qui se refléta dès sa prise de fonction le premier décembre 2006. Cette cérémonie resta dans les mémoires comme la prise de fonction la plus courte et la plus agitée de l'histoire politique mexicaine (elle a duré exactement 5 minutes et 16 secondes et a été très largement perturbée par les partisans d'AMLO). Il n'est d'ailleurs pas anodin de signaler que le nouveau président fut contraint d'entrer et de sortir de la Chambre des députés par la porte arrière tant sa prise de fonction fut polémique. Cette cérémonie symbolisa le malaise du début du mandat de Felipe Calderón qui, en quête de légitimité, s'empressa de devenir le président de la "guerre".

## 2. Du président de l'emploi au président de la "guerre"

À la surprise générale, la guerre contre le narcotrafic était déclarée puis mise en œuvre très rapidement après l'investiture de Felipe Calderón en décembre 2006. Or, celle-ci et cette obsession sécuritaire ne figuraient pas comme une priorité dans les promesses de campagne du candidat du PAN, qui s'était lui-même présenté comme "le candidat de l'emploi" (Lizárraga, 2009, p. 208). Pourtant, lors de son premier discours du 1<sup>er</sup> décembre 2006 à l'Auditorium National, (juste après sa prise de fonction), le président investi déclara: "Je sais que rétablir la sécurité ne sera ni facile ni rapide, que cela prendra du temps, que cela coûtera beaucoup d'argent et même, malheureusement des vies humaines. Mais, soyez assurés que je mènerai de front cette bataille, c'est une bataille que nous devons mener et, en étant unis, nous, les Mexicains, nous allons gagner contre la délinquance"<sup>1</sup>. Après ce discours, le président s'était rendu au Champs de Mars (Campo Marte) où l'attendaient les forces armées pour le nommer Commandant en chef. La stratégie de légitimation était en marche et, quelques jours plus tard, les troupes de l'Armée allaient être mobilisées sur le terrain pour débiter *de facto* la guerre contre le narcotrafic. Felipe Calderón s'est véritablement présenté comme commandant en chef des forces armées le 3 janvier 2007, lors d'un déplacement dans son état natal, le Michoacán. À cette occasion, rompant avec la tradition mexicaine, il a revêtu un blouson vert kaki et une casquette militaire. Cette journée a été un autre épisode marquant du sexennat car, au-delà de l'anecdote et des caricatures qu'elle a inspirées, cette image du président Felipe Calderón défilant en habit militaire représenta le président chef

---

<sup>1</sup> Nous précisons que nous avons traduit en français les citations originales en espagnol tout au long de cet article.

de guerre, commandant suprême des forces armées au front d'une bataille qu'il avait décidé de livrer sans avoir été élu sur cette promesse et surtout sans consensus national. Cette image forte du début du mandat immortalisa visuellement le passage du candidat de l'emploi au président chef de guerre. Le recours aux symboles militaires, la volonté de se présenter avant tout comme le chef des forces armées et la subite déclaration de guerre contre le narcotrafic ont été interprétés par de nombreux chercheurs comme une tentative de légitimation de la part du nouveau président. Selon Alain Rouquié, "comme Salinas en 1998, Calderón doit faire face à un fort "déficit de légitimité d'origine". Il va donc s'efforcer comme lui de conquérir "une légitimité d'exercice" lui permettant de gouverner" (2013, p. 401). De même, selon Enrique Toussaint, "depuis qu'il a choisi cette politique, guerre et légitimité sont devenues un binôme pour Felipe Calderón. De cette guerre dépendait la certitude de sa légitimité et, avec le temps, de sa légitimité dépendait la guerre." (Flores, 2016). Pour sa part, l'écrivain mexicain Paco Ignacio Taibo précise que "l'offensive militaire lancée par Calderón contre les narcos quelques jours après son investiture, en décembre 2006, cherchait à le doter d'une légitimité qu'il n'avait pas trouvé dans les urnes" (Chalton, 2013, p. 106). Néanmoins, la tentative de légitimation par le recours à la guerre est nuancée par le chercheur mexicain Luis Astorga, qui nous rappelle que cette grille de lecture ne prend pas suffisamment en compte "la réalité des soutiens de diverses forces politiques, économiques et sociales à la stratégie mise en œuvre par le gouvernement fédéral ni la reconnaissance de l'incapacité des gouvernements locaux pour lutter seuls contre les organisations criminelles, situation qui les a amenés à soutenir et à remercier les forces de sécurité fédérales pour leur présence" (2015, p. 27). Il est indéniable que la sécurité était la principale préoccupation des citoyens pendant tout le mandat (Astorga Almanza, 2015, p. 83) et qu'il fallait résolument agir contre une insécurité galopante, mais le commencement d'une guerre de cette envergure face à un ennemi aussi complexe que le crime organisé aurait sans doute pu être davantage planifié et préparé.

### 3. Le commencement de la guerre contre le narcotrafic

La guerre contre le narcotrafic et le déploiement des militaires pour rétablir la sécurité intérieure n'avaient pas été mentionnés lors de la campagne électorale du candidat du PAN. Néanmoins, après son élection (en juillet 2006), et avant sa prise de fonction (en décembre 2006), certains éléments laissaient présager que la lutte contre l'insécurité allait prendre plus d'ampleur que ce que le candidat lui-même avait prévu. Tout d'abord, le 20 septembre 2006, il apprenait que le gouverneur du Michoacán avait demandé depuis des mois l'intervention des forces fédérales à

son prédécesseur Vicente Fox pour faire face au crime organisé. À cette occasion, le président Felipe Calderón annonçait sur sa terre natale qu'il combattrait la délinquance avec "toute la force de l'État" (Núñez Albarrán, 2012, p. 43). Puis, en octobre 2006, il entreprit une tournée dans plusieurs pays d'Amérique latine dont l'une des étapes cruciales fut la Colombie où il rencontra son homologue Álvaro Uribe Vélez qui lui présenta les bienfaits de sa Politique de Sécurité Démocratique, dans laquelle les militaires étaient au cœur de l'offensive contre les FARC-EP (*Fuerzas Armadas Revolucionarias de Colombia - Ejército del Pueblo*). Enfin, il se rendit à Washington en novembre 2006 pour rencontrer George W. Bush et il annonça que la nouvelle priorité de la relation bilatérale serait désormais la sécurité. De retour au Mexique, Felipe Calderón prit connaissance des dossiers en cours et demanda à ses collaborateurs de réaliser des sondages ainsi qu'un bilan complet de la situation sécuritaire. De ces sondages ressortirent trois éléments qui sont susceptibles d'éclairer à la fois la précipitation de la déclaration de guerre contre le narcotrafic et la recherche de légitimité de la part du nouveau président:

- L'insécurité était la principale préoccupation des citoyens mexicains, comme le soulignait à juste titre Luis Astorga.
- La police (municipale et des états fédérés) était gangrénée par la corruption et la police fédérale était insuffisante pour intervenir sur les territoires qui requerraient une action urgente.
- L'armée était l'une des institutions les plus légitimes et prestigieuses du pays. De surcroît, elle était aimée et respectée par les Mexicains.

À ce propos, John Bailey précise que "Calderón a politisé le problème de la sécurité pour gagner le soutien de la population et il a militarisé la guerre contre le crime organisé en réalisant une manœuvre politique pour tirer profit de l'indiscutable prestige des forces armées" (2014, p. 18).

Le 4 décembre 2006, le président Calderón a employé le terme "guerre" pour la première fois de façon assez timide lors d'un discours en présence du roi espagnol Felipe VI (alors prince des Asturies), à l'occasion de la cérémonie d'ouverture du forum hispano-mexicain d'investissement et de coopération pour les entreprises: "Soyez assurés que mon gouvernement est en train de travailler fortement pour gagner *la guerre* contre la délinquance [...]". Si cette première référence à la "guerre" annoncée dans le cadre d'un événement économique avait pu passer inaperçue, la déclaration de guerre sera réaffirmée le 11 décembre 2006 (dix jours après la prise de fonction de Felipe Calderón) lors d'une conférence de presse expressément convoquée à la demande de l'exécutif fédéral et entièrement consacrée à la question sécuritaire. Francisco Ramírez Acuña, le ministre de



l'Intérieur ainsi que tous les membres du cabinet de sécurité du gouvernement fédéral avaient été chargés de s'adresser à la Nation pour avertir les citoyens du lancement de l'opération *Conjunta Michoacán*, en collaboration avec le gouverneur de cet état fédéré. Le ministre de l'Intérieur précisa que "la bataille contre le crime organisé commençait à peine" et que "ce serait une bataille qui prendrait beaucoup de temps". Le ton se voulait grave, le discours belliqueux, et même si le vocable "guerre" employé une semaine auparavant par le président avait été remplacé par le terme "bataille", dans les faits, l'opération annoncée, c'est-à-dire la mobilisation d'un contingent de plus de 7 000 membres de l'Armée et de la police fédérale sur le terrain, annonçait le commencement d'une guerre *de facto*. En effet, sur le terrain, l'opération *Conjunta Michoacán* ne fut que la première étape d'une succession d'opérations militaires visant à reprendre le contrôle du territoire dans les zones les plus touchées par le crime organisé et le fléau de la corruption. Pendant son mandat, le président a employé le terme "guerre" à de multiples reprises avant de déclarer en janvier 2011 qu'il n'avait jamais utilisé cette expression, ce qui a bien sûr été démenti et prouvé par des journalistes, soucieux de lui remémorer chronologiquement toutes les occasions où il avait effectivement mentionné ce terme: plus de 58 fois du 4 décembre 2006 au 12 janvier 2011 (Astorga Almanza, 2015, p. 83). Malgré la négation du président qui réitère dans son propre ouvrage qu'il est absolument faux d'affirmer que son gouvernement a déclaré la guerre contre le narcotrafic (2014, p. 26), personne n'est dupe. Felipe Calderón avait bel et bien déclaré puis mené une guerre contre le trafic de drogue organisé. Cette guerre s'inscrit dans la catégorie des conflits "asymétriques, des guerres de basse intensité, des guerres irrégulières, des guerres sans frontières" (Benítez Manaut, 2010a, p. 29). Bien sûr il fallait réagir, bien sûr l'insécurité était grandissante en partie à cause du retour de l'alternance politique et la fin de la *pax mafiosa*; de surcroît, la sécurité était la principale préoccupation des citoyens mexicains, mais pourquoi commencer une guerre de manière précipitée seulement dix jours après son arrivée au pouvoir? Dès décembre 2006, les militaires avaient reçu l'ordre de sortir de leurs casernes pour rétablir la sécurité intérieure et lutter contre la criminalité organisée. D'ailleurs, la militarisation a été le principal pilier de la politique de sécurité nationale de Felipe Calderón, ce qui nous amène désormais à nous intéresser aux modalités de cette militarisation et à nous demander dans quelles mesures il est opportun de qualifier cette politique d'improvisée.

## II La militarisation, principal pilier d'une politique de sécurité improvisée

### 1. Une politique de sécurité nationale improvisée?

De nombreux auteurs estiment que la déclaration de la guerre contre le narcotrafic et la politique de sécurité de Felipe Calderón ont été improvisées et nous partageons cette analyse dans une large mesure.

D'une part, l'architecture même de la politique de sécurité nationale mexicaine était précaire. Revenons sur les documents l'ayant structurée. La stratégie de lutte contre le trafic de drogue et le crime organisé du président Felipe Calderón a d'abord été timidement incluse dans le Plan National de Développement 2007-2012 dont l'axe 1 était consacré à l'État de droit et à la sécurité. Dans ce document, le narcotrafic est défini comme une menace pour la sécurité nationale mexicaine et l'objectif 8 du premier axe était de récupérer la force de l'État et la sécurité grâce au combat frontal et efficace contre le narcotrafic et d'autres expressions du crime organisé. Ensuite, il a fallu attendre 2009, soit plus de deux ans après le début du mandat, pour avoir des précisions quant à la stratégie de la sécurité nationale grâce à la publication d'un instrument légal entièrement consacré à la sécurité intitulé "Programme pour la Sécurité Nationale 2009-2012". Or, contrairement à d'autres pays d'Amérique latine, la Colombie, par exemple, où l'ancien président Álvaro Uribe Vélez a présenté, expliqué et justifié aux citoyens sa stratégie de sécurité nationale, Felipe Calderón et son équipe n'ont jamais fait un tel effort pédagogique. Cela explique en partie pourquoi il n'a pas existé de consensus national concernant la politique de sécurité pendant le mandat de Felipe Calderón. À sa décharge, le Mexique s'est doté d'une doctrine de sécurité explicite très tardivement: ce n'est que depuis 2005, avec la promulgation de la loi de la sécurité nationale, que les priorités et les objectifs en matière de sécurité ont été énoncés clairement (Nieto Gómez, 2010).

Dans ce contexte, la stratégie de Felipe Calderón a presque uniquement reposé sur la "policierisation" de l'armée et la militarisation de la police. Rappelons que les militaires avaient déjà participé à la lutte contre le trafic de drogue dans le cadre de l'opération *Condor* entre 1975 et 1978 (éradication de cultures de pavot et de cannabis dans les États de Sinaloa, Chihuahua et Durango) et que la militarisation de la sécurité publique avait été initiée par Vicente Fox (le premier président de l'alternance) avec l'Opération *Seguro México* en 2005. La poursuite de l'implication des militaires dans des tâches de sécurité publique a participé à

l'escalade de la violence et à une hausse des violations des droits de l'homme, car ces derniers ne sont pas formés pour le maintien de l'ordre public ; leur mission est de défendre l'État en temps de guerre contre un ennemi extérieur. Felipe Calderón avait effectivement transformé la République mexicaine en terrain de guerre, mais il était encore loin de s'imaginer que cette guerre allait bientôt laisser une trace indélébile sur son mandat.

D'autre part, l'improvisation de la politique de sécurité tient au manque manifeste de diagnostic sur l'ampleur, la complexité et les origines du narcotrafic qui représentait une menace pour la sécurité nationale tout au long du mandat (Meyer, 2011). À ce sujet, Denise Dresser précise que Felipe Calderón "a sous-estimé l'ennemi. Il a méprisé son armement moderne et puissant, sa logistique sophistiquée et la facilité avec laquelle il introduit des armes sur le territoire national" (Dresser, 2011, p. 266). De plus, le manque de coordination et la professionnalisation inégale des trois échelons de la république fédérée ont amené Raúl Benítez Manaut à affirmer que "l'État n'était pas préparé pour faire la guerre, il était en train de se préparer" (2010, p. 78). De même, Felipe Calderón a préféré la quantité sur la qualité du combat: presque 20 000 militaires ont été recrutés en 6 ans (Moloeznik, 2014, p. 85) et un arsenal de guerre a été acheté plongeant de plus en plus le pays dans une logique de guerre interne avec un ennemi à abattre au lieu de diversifier l'angle d'attaque et de considérer également le problème des drogues comme un problème de santé publique.

Enfin, Felipe Calderón avait connaissance de la faiblesse des institutions chargées d'assurer la sécurité et la justice d'autant plus que l'impunité et la corruption les gangrénaient à tous les niveaux de la république fédérée, mais il a préféré de mobiliser les troupes de l'armée pour combattre le trafic au lieu de procéder en parallèle aux réformes urgentes et nécessaires. Soulignons toutefois que quelques réformes et lois allant dans le bon sens sont à l'actif du président Calderón, même si elles se sont avérées insuffisantes ou sont entrées en vigueur trop tardivement: la loi Générale du Système National de Sécurité Publique (2008), la loi de la Police Fédérale (2009), l'ambitieuse réforme constitutionnelle visant à introduire un nouveau système de justice pénale (promulguée en 2008 et devant entrer en vigueur en 2016) et la loi Fédérale pour la Prévention et l'Identification d'opération avec des ressources d'origine illicite du 17 octobre 2012, entre autres. À ce sujet, César Gaviria, ancien président colombien, lors de sa visite au Mexique en 2010, avait mis en exergue les dangers que pouvait représenter une approche essentiellement militariste pour le Mexique. En outre, il avait précisé que le maillon clé pour combattre le crime organisé repose sur le bon fonctionnement du système judiciaire car l'impunité va de pair avec l'insécurité

(Aguilar Camín & Castañeda, 2011, p. 116-117). D'ailleurs, Denise Dresser rejoint César Gaviria sur ce point: "Combattre le narcotrafic sans combattre l'impunité, c'est cela une guerre manquée" (Dresser, 2011, p. 264). Au-delà du bon fonctionnement de la justice, il faut également s'attaquer aux causes de la délinquance organisée et ne jamais négliger ou sous-estimer les dimensions économiques, politiques et sociales qui favorisent la prolifération du narcotrafic. C'est pourquoi, le chercheur Edgardo Buscaglia insiste sur l'importance de mettre en œuvre des contrôles judiciaires, patrimoniaux, anti-corruption et sociaux pour que le Mexique ne se transforme pas en un État failli et qu'il devienne un véritable État de droit (2013, p. 49). Felipe Calderón a préféré le déploiement des militaires, c'est-à-dire le volet répressif plutôt que le combat sur tous les fronts du cercle vicieux: corruption, impunité, insécurité. Les réformes de nature à affaiblir les capacités logistiques et le potentiel d'action des narcotrafiquants comme celles contre la corruption ou le blanchiment d'argent prenaient du temps et le commandant des forces armées n'était pas disposé à laisser les criminels gagner du terrain. De ce fait, même si l'ex-président affirme *a posteriori* que la stratégie nationale de sécurité a eu un caractère intégral" (Calderón Hinojosa, 2014, p. 41) combinant la prévention, l'endiguement et l'affaiblissement des organisations criminelles, mais aussi le renforcement des institutions de sécurité et de justice et enfin la reconstruction du tissu social, l'approche militaire, avant tout répressive, mise en œuvre pendant son sexennat, nous invite à nuancer, voire à infirmer, une telle affirmation.

## **2. L'implication des militaires dans la politique de sécurité: de l'importance d'un cadre légal et du caractère provisoire de leur intervention**

Rappelons, d'abord, que l'article 89 de la Constitution des États-Unis Mexicains permet au président de disposer de la totalité de la force armée permanente, c'est-à-dire de l'Armée de terre, de la Marine de guerre et de la force aérienne pour la sécurité intérieure de la Fédération (Article 89, paragraphe VI de la Constitution de 1917). Or, comme la politique de sécurité publique ne relève normalement pas des fonctions des militaires mais bien des policiers, et que ce sont les militaires qui ont été lancés à l'offensive de la guerre contre le narcotrafic sur le territoire mexicain, nous sommes en droit de nous demander dans quel cadre légal ont-ils agi pendant tout son mandat et pourquoi l'État d'exception n'a-t-il pas été déclaré. Un premier élément de réponse se trouve dans le Plan National de Développement (2007-2012) qui précisait que le narcotrafic était devenu une menace pour la sécurité nationale

et non plus uniquement pour la sécurité publique, ce qui peut justifier le recours aux militaires. Mais la militarisation de la sécurité publique doit nécessairement être encadrée au niveau juridique. Dans la décision n°38/2000 de 1996 qui interprète l'article 129 constitutionnel définissant les fonctions de l'armée, la Cour Suprême de Justice de la Nation a précisé que "la participation des forces armées en aide aux autorités civiles est constitutionnelle". Ainsi, Felipe Calderón s'est appuyé sur cette décision juridique pour déployer les militaires sur l'ensemble du territoire national sans avoir besoin de déclarer l'État d'exception. Il serait facile de condamner totalement le recours aux militaires au Mexique de 2006 à 2012, mais, face à l'une des polices les plus corrompues d'Amérique latine et l'urgence d'agir dans certains États à son arrivée au pouvoir, Felipe Calderón faisait face à un grand dilemme. Comme le souligne à juste titre Luis Astorga, "il est irréaliste de penser que l'État mexicain puisse renoncer à l'usage du monopole de la force légitime pour la défense de l'ordre, en particulier pour faire face à des criminels de mieux en mieux armés, qui s'attaquent de plus en plus aveuglément à la population" (Astorga, 2013, p. 72). Toutefois, l'État doit d'utiliser sa force légitime avec parcimonie, responsabilité et proportionnalité. En effet, les précautions à prendre sont relatives à la forme et à la durée de l'intervention. Si, face à la défaillance de la police, une intervention militaire peut se révéler indispensable, elle doit être clairement encadrée sur le plan juridique et délimitée dans le temps pour minimiser les risques d'abus de la part des militaires et s'assurer qu'ils n'outrepassent pas leurs attributions. Or, force est de constater que le caractère provisoire du recours à l'armée n'a pas été respecté car, en 2021, les militaires sont toujours au premier plan d'une guerre qu'ils mènent depuis plus de 15 ans déjà.

### 3. Le renforcement de la militarisation au détriment d'une réorientation de la politique de sécurité

Pendant la guerre menée contre le narcotrafic, le renforcement de la militarisation a été accentué grâce à une aide logistique et financière sans précédent de la part des États-Unis: l'Initiative *Mérida* qui marqua un rapprochement historique entre les États-Unis et le Mexique. Avant cette initiative, la coopération en matière de sécurité entre ces deux pays nord-américains se limitait à l'éradication des drogues et à des opérations conjointes contre le crime organisé à la frontière. D'ailleurs, le président Vicente Fox avait pris ses distances avec la première puissance mondiale car il avait concentré tous ses efforts sur la négociation d'une politique migratoire qui ne s'était jamais concrétisée. Ainsi, l'arrivée au pouvoir de Felipe Calderón marqua une nouvelle étape de la relation bilatérale dans laquelle la sécurité deviendrait un des axes principaux. Dans ce rapprochement, certains auteurs ont

pu voir un alignement tardif du Mexique sur la politique de “*Homeland Security*” mise en place aux lendemains des attentats du 11 septembre 2001. Il est indéniable que le contexte de la lutte contre le terrorisme a considérablement influencé la guerre contre le narcotrafic menée par Felipe Calderón, mais il nous semble plus approprié de parler de “convergence” des intérêts sécuritaires. L’initiative *Mérida*, annoncée en 2007, commença en 2008 et représenta une aide de plus de 1,4 milliard de dollars qui devait initialement durer trois ans (Rodríguez Luna, 2010, p. 44). Cette initiative a été si importante en termes financiers que pendant l’année 2009, le Mexique dépassa la Colombie en tant que pays bénéficiaire de l’aide provenant des États-Unis destinée à la lutte contre le trafic de drogue. Selon le département d’État des États-Unis, l’initiative *Mérida*, dont la négociation à l’échelle des pouvoirs exécutifs et parlementaires a été compliquée, s’est basée sur 4 piliers principaux: 1) Désorganiser et démanteler la capacité d’opération des groupes du crime organisé ; 2) Renforcer l’État de droit mexicain (notamment à travers un programme ambitieux de réforme judiciaire et de formation des juges, des ministères publics, des avocats) ; 3) Construire une frontière du 21<sup>ème</sup> siècle ; et enfin 4) Construire des communautés fortes et résistantes. L’initiative *Mérida* a, dans un premier temps, largement contribué au renforcement de la militarisation de la politique de sécurité mexicaine car la majorité des fonds alloués était destinée au renforcement de l’appareil de sécurité. Des policiers fédéraux et des militaires ont été formés, des armements de pointe comme des hélicoptères sont venus compléter l’arsenal de guerre mexicain et intensifier la lutte frontale des forces armées contre les narcotrafiquants. Mais, en 2009, l’arrivée au pouvoir de Barack Obama provoqua un infléchissement et une réduction notable de l’aide en formation et en équipement. À partir de 2010, l’aide se concentra davantage sur le renforcement institutionnel (Meyer, 2010, p. 71).

La première alerte et remise en cause de la guerre telle qu’elle était menée par Felipe Calderón eut lieu en 2009. En effet, lors des élections législatives du 5 juillet 2009, le PAN essuya une lourde défaite et perdit les États de Querétaro et San Luis Potosí (le traditionnel Parti Révolutionnaire Institutionnel fut d’ailleurs le grand vainqueur de ce scrutin). La guerre contre le narcotrafic et la spirale de violence qu’elle avait entraînée dans le pays commençait à se retourner contre Felipe Calderón et ce malgré les efforts déployés pendant la campagne législative. Les électeurs avaient dû faire face au dilemme suivant: voter pour les candidats du PAN ou à se ranger du côté des criminels. À titre d’exemple, on pouvait lire: “Ne laisse pas le Mexique aux mains du crime, vote pour le PAN” sur les tracts de campagne du PAN (Núñez Albarrán, 2012, p. 142). Suite à cette défaite électorale majeure, Germán Martínez démissionna de la direction du parti et les voix exigeant un changement de stratégie, presque trois ans après le début de la guerre contre

le narcotrafic, commencèrent à s'élever. En août 2010, Felipe Calderón décida d'organiser "les dialogues pour la sécurité" réunissant chercheurs et acteurs de la sécurité. Toutefois, cette louable initiative resta vaine car le président incarnait tellement sa politique de sécurité qu'il prenait toute critique ou toute proposition de changement de stratégie comme une attaque personnelle. C'est certainement pour cette raison qu'il récusait un document, pourtant précieux, présenté en juin 2011 par le président de l'Université Nationale Autonome du Mexique (il s'agit de la plus grande université publique mexicaine), qui s'intitulait "Éléments pour la construction d'une politique d'État pour la sécurité et la justice en démocratie". Ce document, rédigé par des chercheurs, des hommes politiques, des acteurs de la sécurité et des membres de la société civile mexicains et étrangers, proposait 14 axes centraux et 36 recommandations pour réorienter la politique de sécurité. Il rappelait, entre autres, la primauté du régime constitutionnel des droits de l'homme et précisait que "l'intervention militaire doit être exceptionnelle et limitée le plus possible et, elle doit être, dans tous les cas, soumise à des contrôles qui assurent la prééminence du régime constitutionnel des droits de l'homme" (Astorga Almanza, 2015, p. 82). Une réorientation de la politique de sécurité n'était pas envisageable pour le président, la militarisation s'intensifia.

Aucune politique publique et encore moins celle visant à rétablir la sécurité des citoyens sur un territoire devrait avoir pour conséquences la violation des droits de l'homme. Il ne devrait pas y avoir de dichotomie entre rétablissement de la sécurité et respect des droits de l'homme. Pourtant, selon Sergio Aguayo, "la guerre lancée par Felipe Calderón en décembre 2006 a été tellement imprudente, improvisée et mal conduite qu'elle a provoqué une tragédie humanitaire" (2014, p. 40). Ainsi, cette troisième partie s'attache à développer les caractéristiques du drame humanitaire engendré par la guerre contre le narcotrafic sur le sol mexicain.

### **III Une "tragédie humanitaire"**

#### **1. Une hausse de l'insécurité et des violations des droits de l'homme**

Le but de la guerre contre le narcotrafic était double: en finir avec le crime organisé et rétablir la sécurité des citoyens, une des prérogatives les plus élémentaires de l'État de droit, comme le rappelle Felipe Calderón lui-même dans son livre (2014, p. 19). Or, force est de constater que ce fut un échec. Cette guerre, qui dans les faits en a entraîné deux (une guerre de l'État contre les cartels et une

guerre des cartels entre eux), est à l'origine de la fragmentation des cartels et de la diversification des actes de délinquance qui ont pris des formes de plus en plus cruelles (décapitation, pendaison, cadavres exhibés sur des ponts, etc.). Ces "deux guerres" ont plongé le pays dans une déferlante de violence et d'insécurité inconnues auparavant. Malgré la politique de "*mano dura*" et le déploiement massif des militaires, la majorité des rapports coïncident et soulignent que les indicateurs de l'insécurité ont augmenté. De 2006 à 2012, le taux d'homicide a triplé et les cas d'enlèvements et d'extorsions ont considérablement augmenté (Meyer, 2014, p. 4). La violence est devenue visible et elle s'est immiscée dans la vie quotidienne de nombreux Mexicains qui se sont vus imposer une guerre qu'ils n'avaient pas voulue et pour laquelle ils n'avaient pas votée. Les chiffres de la guerre contre le narcotrafic de Felipe Calderón illustrent parfaitement pourquoi certains auteurs comme Sergio Aguayo parlent de "crise" ou de "tragédie humanitaire". Le rapport 2013 d'Amnesty International a souligné que "durant les six ans de son mandat présidentiel, qui a pris fin en décembre 2012, plus de 60 000 personnes ont été tuées et 150 000 autres ont été déplacées du fait de violences liées à la drogue" (Amnesty International, 2013, p. 201). La célèbre journaliste d'investigation Anabel Hernández a dressé un constat similaire : "60 000 assassinats impunis, 20 000 disparus et 56 journalistes exécutés" (2012, p. 9). Le journal *Le Monde* parle, quant à lui, "d'une véritable hécatombe qui constitue, et de loin, le conflit le plus meurtrier de la planète au cours des dernières années". (Editorial, 2012). De même, Flora Lemoine-Gouédard fait remarquer que la présidence de Felipe Calderón marque une évolution négative en matière de droits de l'homme. En effet, non seulement la situation ne s'améliore pas, mais elle "ne cesse de se détériorer" (2013, p. 111). Il suffit de regarder le nombre de plaintes déposées devant la Commission Nationale des Droits de l'Homme contre les Forces armées pour se rendre compte de l'augmentation vertigineuse des violations des droits de l'homme commises par des militaires. Les plaintes sont passées de 398 en 2007 à 2 190 en 2011 (Meyer, 2014, p. 4). En outre, ce sont justement les États où les militaires sont le plus intervenus pendant le mandat de Felipe Calderón qui présentent les statistiques les plus élevées, à l'instar des États de Guerrero, Tamaulipas, Sinaloa et Chihuahua. Les violations des droits de l'homme les plus fréquentes ont été les suivantes: disparitions forcées, détentions arbitraires et pratique de la torture. Au-delà de cette hausse des exactions, ce qui interpelle, c'est le degré d'impunité qui règne au Mexique. À ce sujet, le rapport d'Amnesty International cité auparavant indique que "le système de justice pénale était profondément déficient, et 98 % de tous les crimes restaient impunis" (2013, p. 201). La situation des droits de l'homme a été si préoccupante pendant le mandat de Felipe Calderón que la Cour interaméricaine des droits de l'homme a condamné 6 fois l'État mexicain entre 2008 et 2010. La guerre



contre le narcotrafic a causé de nombreuses victimes collatérales et n'a épargné personne: étudiants, femmes, migrants, journalistes (le Mexique demeure un des pays les plus dangereux pour exercer le métier de journaliste). De fait, la mort d'innocents a été le principal talon d'Achille du gouvernement et de la stratégie de militarisation (Benítez Manaut, 2010, p. 80). En 2010, année du bicentenaire de l'indépendance et du centenaire de la révolution mexicaine, 72 migrants centraméricains ont été retrouvés morts après avoir été séquestrés par les Zetas dans l'État de Tamaulipas. Ce fut un autre scandale, une nouvelle tragédie qui s'est ajoutée à la tragédie quotidienne de milliers de Mexicains. Soixante-douze êtres humains en quête d'un meilleur avenir aux États-Unis ont perdu la vie dans le cadre d'une guerre qui n'était même pas la "leur". La guerre commença à devenir trop visible, trop insupportable. Le sursaut des citoyens était imminent.

## 2. Le sursaut des citoyens et l'obstination du président

Juan Francisco Sicilia fut assassiné le 27 mars 2011 avec ses amis. Mais ce jeune Mexicain n'était pas une victime comme les autres de la guerre contre le narcotrafic. C'était le fils de l'influent poète Javier Sicilia, qui lança un mouvement social, un peu malgré lui, suite à sa mort. Après la publication d'une lettre intitulée "*Estamos hasta la madre*" (On en a marre), Javier Sicilia réussit d'abord à convoquer une manifestation à Cuernavaca. Suite au succès de cette première mobilisation populaire, d'autres se déroulèrent dans plusieurs villes du Mexique créant un mouvement d'indignation et de condamnation de la guerre contre le narcotrafic qui exigeait un changement de stratégie et le retour des militaires dans les casernes. Ce mouvement totalement apolitique prit le nom de "*Movimiento por la Paz con Justicia y Dignidad*" (Mouvement pour la paix avec justice et dignité). Puis, progressivement, des milliers de familles des victimes de la guerre contre le narcotrafic rejoignirent ce mouvement qui, pour la première fois, donnait une visibilité aux victimes collatérales de la guerre. Dans ses discours, Felipe Calderón avait méprisé, banalisé et criminalisé la majorité d'entre elles (Núñez Albarrán, 2012, p. 294), mais le Mouvement lancé par Javier Sicilia prit une telle ampleur que le président fut contraint de le recevoir au château de Chapultepec le 23 juin et le 14 octobre 2011. Lors de ces réunions, il fut question de changement de stratégie, de reconnaissance du statut des victimes et de la création d'une loi pour les protéger. En plus de l'approche militariste, Javier Sicilia dénonçait l'impunité et la corruption qui ravageaient le Mexique. L'écho rencontré par le Mouvement pour la paix avec justice et dignité fut si spectaculaire et inédit que certains auteurs ont qualifié ce sursaut citoyen d' "émergence de la société civile" mexicaine (Steels,

2012). Après cinq ans de guerre contre le narcotrafic, une partie de la société mexicaine exigeait la fin de l'oubli des victimes en refusant de les considérer comme de simples statistiques de la violence. Felipe Calderón se montra à l'écoute, mais resta ferme et déterminé: il était hors de question de retirer les militaires, pierre angulaire de sa guerre contre le narcotrafic. Parallèlement au mouvement initié par Javier Sicilia, une plainte contre Felipe Calderón fut déposée devant la Cour Pénale Internationale pour crime de guerre et crime contre l'humanité. Le juriste mexicain Netzai Sandoval était à l'initiative d'une pétition qui avait rassemblé plus de 20 000 signatures. Immédiatement, la Présidence de la République avait réagi en précisant qu'au Mexique il n'y avait, en aucun cas, une politique d'État visant à la violation des droits de l'homme de la part des militaires. Pourtant, à travers cette plainte, c'était désormais la responsabilité directe du président qui était visée. La guerre contre le narcotrafic avait fini par se retourner contre son mentor au lieu de le doter de la légitimité qu'il convoitait tant. Progressivement, l'image d'un pays submergé par la violence du crime organisé devant faire face à une tragédie humanitaire commençait à s'exporter sur la scène internationale renforçant d'autant plus les allégations d'État failli qui pesaient sur le Mexique.

En guise de conclusion, nous citerons Óscar Naranjo, l'ancien directeur de la police nationale colombienne qui a été, en outre, conseiller de l'ancien président Enrique Peña Nieto (2012-2018) en termes de sécurité au début de son mandat: "installer le mot guerre dans le cadre d'une politique de sécurité est une erreur monumentale" (Prados & Camarena, 2012). Face à la montée en puissance des cartels mexicains depuis le début de l'alternance politique survenue en 2000, le gouvernement devait réagir. Mais le vocable et la méthode choisis par Felipe Calderón ont progressivement transformé la guerre contre le narcotrafic en une trace indélébile et douloureuse du sexennat. Au-delà de l'emploi du terme "guerre" qui, en soi est problématique et lourd d'enjeux sur le territoire national, ce sont les lacunes de la guerre contre le narcotrafic qui ont transformé la crise sécuritaire du début du mandat en une véritable tragédie humanitaire. L'improvisation de la guerre, le manque de stratégie, la militarisation croissante de la sécurité et l'insuffisance des réformes abordées dans la deuxième partie sont de nature à expliquer l'ampleur de cette tragédie. D'une part, l'approche strictement offensive et militariste n'a pas permis de réduire les capacités logistiques des narcotrafiquants. D'autre part, le cercle vicieux corruption/impunité/insécurité n'a pas été rompu. La guerre contre le narcotrafic de Felipe Calderón s'est soldée par un échec puisqu'elle a eu des effets contre-productifs entraînant une escalade de violence et d'insécurité (Aguilar & Castañeda, 2012). En outre, elle a été menée au détriment du respect des droits de l'homme et elle a, par conséquent, porté atteinte au renforcement de l'État de droit mexicain qui avait été initié avec

l'alternance politique. D'ailleurs, le bilan négatif de cette guerre est susceptible d'expliquer en partie le retour du Parti Révolutionnaire Institutionnel au pouvoir en 2012, ce qui constitue probablement une régression du processus de transition démocratique mexicain.

## Références

- Aguayo, S. (2014). *Remolino el México de la sociedad organizada, los poderes fácticos y Enrique Peña Nieto*. México: Ediciones Proceso.
- Aguilar Camín, H., & Castañeda, J. G. (2011). *Una agenda para México 2012*. México: Punto de lectura.
- Aguilar, R. & Castañeda, J. G. (2012). *Los saldos del narco: el fracaso de una guerra*. México: Punto de lectura.
- Amnesty International (2013). *Rapport 2013. La situation des droits humains dans le monde*. Madrid.
- Astorga Almanza, L. A. (2015). "¿Qué querían que hiciera?": *inseguridad y delincuencia organizada en el gobierno de Felipe Calderón*. México: Grijalbo.
- Astorga, L. (2013). Autorité de l'État et pouvoir dévastateur du narcotrafic au Mexique. In F. Polet, *Narcotrafic, "la guerre aux drogues" en question*. Paris: Syllepses.
- Bailey, John (2014). *Crimen e Impunidad. Las trampas de la seguridad en México*. México: Debate.
- Benítez Manaut, R. (2010a). México 2010. Crimen organizado, seguridad nacional y geopolítica. In *Crimen organizado e Iniciativa Mérida en las relaciones México-Estados Unidos*. México: Colectivo de Análisis de la Seguridad con Democracia.
- Benítez Manaut, R. (2010b). México 2010. La encrucijada de la guerra y la inseguridad (4).
- Bizberg, I. (2012). Le Mexique, 2000-2012: une transition ratée. In G. Couffignal, *Amérique latine 2012 : une année charnière*. Paris: La documentation française.
- Buscaglia, E. (2010). México pierde la guerra. Consulté le 25/05/2017 à l'adresse <http://www.institutodeaccionciudadana.org/docs/documentos/5.pdf>
- Buscaglia, E. (2013). *Vacíos de poder en México: cómo combatir la delincuencia organizada*. México: Debate.
- Calderón Hinojosa, F. (2014). *Los retos que enfrentamos: los problemas de México y las políticas públicas para resolverlos (2006-2012)*. México: Debate.
- Chalton, K. (2013). *La narco-criminalité au Mexique*. Paris: Editions du Cygne.
- Dresser, D. (2011). *El país de uno: reflexiones para entender y cambiar a México*. México: Aguilar.
- Editorial. (2012, août 23). Mexique, la spirale de la barbarie. Consulté le 15/05/2017 à l'adresse [http://www.lemonde.fr/idees/article/2012/08/23/mexique-la-spirale-de-la-barbarie\\_1749042\\_3232.html](http://www.lemonde.fr/idees/article/2012/08/23/mexique-la-spirale-de-la-barbarie_1749042_3232.html)
- Flores, L. R. (2016, décembre 6). Calderón lanzó la guerra para legitimarse, y su personalidad lo llevó al punto de no retorno. Consulté le 20/04/2017 à l'adresse <http://www.sinembargo.mx/06-12-2016/3122368>

- Geneva Centre for the Democratic Control of Armed Forces. Politique de sécurité nationale. Consulté le 6 avril 2017, à l'adresse [http://www.observatoire-securite.tn/wp-content/uploads/sites/4/2016/11/bg\\_NSP\\_fr.pdf](http://www.observatoire-securite.tn/wp-content/uploads/sites/4/2016/11/bg_NSP_fr.pdf)
- Hernández, A. (2012). *México en llamas: el legado de Calderón*. México: Grijalbo.
- Lemoine-Gouédard, F. (2013). *Le Mexique et l'Europe : droits de l'homme et coopération*. Paris: L'Harmattan.
- Lizárraga, D. (2009). *La corrupción azul: el despilfarro en las transiciones presidenciales*. México: Debate.
- Meyer, L. (2011, mai 5). Andarse por las ramas y olvidar las raíces. Consulté le 15/05/2017 à l'adresse <https://www.elsiglodetorreon.com.mx/noticia/623003.andarse-por-las-ramas-y-olvidar-las-raices.html>
- Meyer, M. (2010). Obama y la iniciativa Mérida. In R. Benítez Manaut, *Crimen organizado e Iniciativa Mérida en las relaciones México-Estados Unidos*. México: Colectivo de Análisis de la Seguridad con Democracia.
- Meyer, M. (2014). La policía en México: muchas reformas, pocos avances. Consulté le 20/05/2017 à l'adresse [https://www.wola.org/wp-content/uploads/2014/05/La-Polici%C3%A1-en-Me%C3%A9xico\\_Muchas-Reformas-Pocos-Avances.pdf](https://www.wola.org/wp-content/uploads/2014/05/La-Polici%C3%A1-en-Me%C3%A9xico_Muchas-Reformas-Pocos-Avances.pdf)
- Moloeznik, M. P. (2014). Fuerzas armadas, guerra contra el narcotráfico y lecciones del caso mexicano. In G. Maihold & S. Jost, *El narcotráfico y su combate: sus efectos sobre las relaciones internacionales*. México: Konrad-Adenauer-Stiftung.
- Nieto Gómez, R. (2010). L'émergence d'une politique de sécurité du territoire national au Mexique : comment expliquer la stratégie de Felipe Calderón. *Problèmes d'Amérique latine*, 77(3), 95-118. <https://doi.org/10.3917/pal.077.0095>
- Núñez Albarrán, E. (2012). *Crónica de un sexenio fallido la tragedia del calderonismo*. México: Grijalbo.
- Prados, L. & Camarena, S. (2012, septembre 29). Llamar guerra a la política de seguridad en México es un error garrafal. Consulté le 8/05/2017 à l'adresse [http://internacional.elpais.com/internacional/2012/09/29/actualidad/1348923489\\_454432.html](http://internacional.elpais.com/internacional/2012/09/29/actualidad/1348923489_454432.html)
- Rodríguez Luna, A. (2010). La iniciativa Mérida y la guerra contra las drogas. Pasado y presente. In R. Benítez Manaut, *Crimen organizado e Iniciativa Mérida en las relaciones México-Estados Unidos*. México: Colectivo de Análisis de la Seguridad con Democracia.
- Rouquié, A. (2013). *Le Mexique, un État nord-américain*. Paris: Fayard.
- Salazar, A.M (2008). *Seguridad Nacional hoy. El reto de las democracias*. México: Nuevo Siglo Aguilar.
- Steels, E. (2012, juin 29). La société mexicaine ne se laisse pas abattre. Consulté le 15/06/2017 à l'adresse [http://www.liberation.fr/planete/2012/06/29/la-societe-mexicaine-ne-se-laisse-pas-abattre\\_830171](http://www.liberation.fr/planete/2012/06/29/la-societe-mexicaine-ne-se-laisse-pas-abattre_830171)